

Cahier des clauses administratives particulières

2026 – ENFIP Lyon – Portiques de sécurité

Installation de portiques de sécurité à l'École nationale des Finances publiques
Établissement de Lyon



Marché à procédure adaptée

Table des matières

1. Dispositions générales.....	5
1.1. Présentation.....	5
1.2. Maîtrise d'ouvrage.....	5
1.3. Objet du marché.....	6
1.4. Lieu d'exécution.....	6
1.5. Gestionnaire de site.....	6
1.6. Procédure de passation.....	6
1.7. Allotissement.....	6
1.8. Tranche optionnelle.....	7
1.9. Durée du marché.....	7
1.10. Variantes.....	7
1.11. Prestations supplémentaires éventuelles.....	7
1.12. Visite du site.....	8
1.13. Considérations environnementales.....	8
2. Prestations intellectuelles.....	9
2.1. Maître d'œuvre.....	9
2.2. Contrôleur technique.....	10
2.3. Coordinateur de sécurité et de protection de la santé.....	10
3. Documents contractuels.....	11
3.1. Pièces constitutives du marché.....	11
3.2. Modification du marché.....	11
3.3. Forme des notifications.....	11
4. Modalités d'exécution financière.....	12
4.1. Répartition des paiements.....	12
4.2. Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages.....	12
4.3. Travaux modificatifs.....	14
4.4. Exécution complémentaire.....	14
4.5. Prestations similaires.....	15
4.6. Règlement des acomptes et du solde.....	15
a) Modalités de règlement des acomptes.....	15
b) Règlement des travaux non prévus.....	15
4.7. Les prix.....	16
a) Forme des prix.....	16
b) Application de la TVA.....	16
4.8. Paiement des sous-traitants.....	17
a) Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	17
b) Modalités de paiement direct.....	17
4.9. Délai de paiement et intérêts moratoires.....	18
4.10. Changement affectant l'opérateur économique.....	18
a) Changement de dénomination sociale du titulaire.....	18
b) Changement de cocontractant en cours d'exécution du présent marché.....	18
4.11. Cession ou nantissement.....	19
5. Délais d'exécution.....	20
5.1. Délais d'exécution des travaux.....	20
a) Calendrier prévisionnel d'exécution.....	20
b) Calendrier détaillé des travaux, des études et de remise de documents.....	20
5.2. Prolongation du délai d'exécution.....	21

a) Absence de suivi des observations du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.....	21
5.3. Pénalités pour retard – Primes d’avance.....	22
a) Retard dans l’exécution des travaux.....	22
b) Retard dans la remise des documents.....	23
c) Prime d’avance.....	23
5.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux – Gestion des déchets de chantier.....	23
5.5. Délais et retenues pour remise des documents.....	24
a) Délai de remise des documents par les entreprises.....	24
b) Conformité des documents remis par les entreprises.....	24
c) Retenues pour non remise de documents.....	24
d) Production des documents et réception.....	24
6. Clauses financières et de sûreté.....	25
6.1. Avance.....	25
6.2. Avance aux sous-traitants.....	25
6.3. Retenue de garantie.....	26
6.4. Résiliation du marché aux torts du titulaire.....	26
6.5. Résiliation pour motif d’intérêt général.....	26
7. Provenance – Qualité – Contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....	27
7.1. Provenance des matériaux et produits.....	27
7.2. Caractéristiques – Qualité – Vérifications – Essais et épreuves des matériaux et produits.....	27
7.3. Essais et vérifications supplémentaires.....	27
7.4. Appareils de mesure.....	28
8. Préparation, coordination et exécution des travaux.....	29
8.1. Période de préparation – Programme d’exécution des travaux.....	29
8.2. Coordination, pilotage des travaux et réunions de chantier.....	30
a) Réunions de chantier.....	30
b) Registre de chantier.....	30
8.3. Plans d’exécution – Notes de calculs – Études de détails.....	31
8.4. Échantillons.....	31
8.5. Visa des documents remis par l’entrepreneur.....	31
8.6. Organisation - Hygiène et sécurité des chantiers.....	32
a) Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	32
b) Sous-traitance.....	32
c) Contrôle d’accès.....	32
d) Installations de chantier.....	32
e) Signalisation du chantier.....	32
f) Dépose et élimination des déchets.....	33
9. Réception des travaux.....	34
9.1. Opération préalable à la réception.....	34
9.2. Réception.....	34
9.3. Documents fournis après exécution.....	34
9.4. Parfait achèvement.....	35
9.5. Assurances.....	36
a) Obligations d’assurance à la notification du marché.....	36
b) Obligation d’assurance à la réception des travaux.....	36
10. Contentieux.....	37
11. Dérogations aux documents généraux.....	37

1. Dispositions générales

1.1. Présentation

L'École nationale des Finances publiques (ENFiP) est un service à compétence nationale rattachée au Ministère de l'Économie et des Finances.

Elle a pour mission de conduire les actions de recrutement, de formation professionnelle initiale et de formation continue pour le compte de la Direction générale des Finances publiques (DGFIP).

1.2. Maîtrise d'ouvrage

Qualités	Noms	Coordonnées
Maîtrise d'ouvrage	État – Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique Direction générale des finances publiques (DGFIP) École nationale des finances publiques (ENFiP)	
ENFiP Siège 10 rue du Centre 93464 Noisy-le-Grand Cedex	Sandra-Jeanne Lara-Golliot <i>Responsable de la division Budget de l'ENFiP</i>	sandra-jeanne.lara-golliot@dgfip.finances.gouv.fr 01 57 33 89 31
	Anissa Khaldi	anissa.khaldi@dgfip.finances.gouv.fr 01 57 33 89 43
	Florence Launay	florence.launay@dgfip.finances.gouv.fr 01 57 33 80 14
ENFiP Établissement de Lyon Fort Saint-Jean 21, Montée de la Butte 69001 Lyon	Sandrine Alix <i>Directrice de l'établissement</i>	sandrine.alix@dgfip.finances.gouv.fr 04 72 00 77 34
	Patricia Desaye	patricia.desaye@dgfip.finances.gouv.fr 04 72 00 77 44
	Marie-Pierre Laclaverie	marie-pierre.laclaverie@dgfip.finances.gouv.fr 04 72 00 77 24
	Léa Madej	lea.madej@dgfip.finances.gouv.fr 04 72 00 77 29
Assistance à maîtrise d'ouvrage Bureau immobilier et maîtrise d'ouvrage Antenne Alpes Centre-Est 2, rue Charles Biennier 69002 Lyon	André Pietre	andre.pietre@finances.gouv.fr 06 22 10 70 79
	Nicolas Alexandre	nicolas.alexandre@finances.gouv.fr
	Véronique Martzel	veronique.martzel@finances.gouv.fr

1.3. Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les conditions d'exécution des travaux tous corps d'état, pour l'opération d'installation de portiques de sécurité à l'École nationale des Finances publiques - Établissement de Lyon, situé Fort Saint-Jean, 21, montée de la Butte – 69001 Lyon.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque lot.

1.4. Lieu d'exécution

École nationale des finances publiques (ENFiP)
Établissement de Lyon
Fort Saint-Jean
21, montée de la Butte
69001 Lyon

1.5. Gestionnaire de site

Nom	Téléphone	Mail
Madame Sandrine Alix	04 72 00 77 34	sandrine.alix@dgfip.finances.gouv.fr

1.6. Procédure de passation

Le marché est passé selon une procédure adaptée sous forme ouverte en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la Commande publique.

La consultation comporte une seule phase de réception des candidatures et des offres, qui pourra être suivie d'une phase de négociation.

1.7. Allotissement

- Lot n°1 : Gros-œuvre
- Lot n°2 : Électricité
- Lot n°3 : Portique
- Lot n°4 : Contrôle d'accès – Marché national Scutum

Remarque : le lot n°4, issu d'un accord-cadre, est indiqué ici à titre informatif. Il est régi par les clauses administratives de l'accord-cadre.

1.8. Tranche optionnelle

Sans objet.

1.9. Durée du marché

La durée prévisionnelle des marchés de travaux est de 6 mois à compter de la notification du marché. Elle inclut la période de préparation du chantier, dont la durée est des 3 mois, définie à l'article 8.1 du présent CCAP.

À titre indicatif, le délai global de réalisation des travaux est estimé à trois mois à compter de l'ordre de service de démarrage.

En cas d'allongement des délais d'exécution, la durée du marché précitée peut être prolongée par voie d'avenant pour une durée égale à celle durant laquelle l'événement considéré aura perturbé tout ou partie de l'exécution du marché, indépendamment de l'imputation de la responsabilité liée au retard ou des actions en responsabilité qui pourrait ensuite être engagée.

1.10. Variantes

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter de variantes.

1.11. Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

1.12. Visite du site

Afin de prendre connaissance des contraintes relatives à l'exécution des prestations, une visite du site est obligatoire.

Une attestation de visite sera remise aux candidats.

Les candidats n'ayant pas procédé à cette visite seront éliminés.

Au cours de la visite, il ne sera répondu à aucune question orale posée à l'organisateur. Les candidats pourront poser des questions orales à l'issue de la visite au cours d'une réunion qui sera organisée par le maître d'ouvrage délégué.

Un compte rendu écrit reprenant l'ensemble des questions ainsi que les réponses correspondantes, sera adressé dans les meilleurs délais via Place à l'ensemble des candidats.

Pour la visite sur le site de l'ENFiP – Établissement de Lyon, un rendez-vous sera pris avec :

Nom	Téléphone	Mail
Madame Marie-Pierre Laclaverie	04 72 00 77 24	marie-pierre.laclaverie@dgfip.finances.gouv.fr
Madame Léa Madej	04 72 00 77 29	lea.madej@dgfip.finances.gouv.fr

1.13. Considérations environnementales

Pour contribuer à la protection de l'environnement, le maître d'ouvrage tiendra compte des performances des entreprises concernant la protection de l'environnement.

L'opération intègre un chantier visant à limiter l'impact environnemental portant sur :

- la limitation des nuisances et des pollutions sur l'environnement proche et l'activité en phase travaux ;
- l'optimisation de la gestion des déchets de chantier, leur tri, leur suivi et leur valorisation.

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant.

Néanmoins, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

2. Prestations intellectuelles

2.1. Maître d'œuvre

Le maître d'œuvre de l'opération est le groupement suivant :

Qualité	Nom	Coordonnées
Mandataire	Archidistec	10 rue Beau Rochas 63110 Beaumont contact@archidistec.com
Co-traitant	Distec Ingénierie	10 rue Beau Rochas 63110 Beaumont distec@distecingenierie.com

La mission de base comprend les éléments de mission suivants, tels que définis aux articles R.2431-19 à R.2431-23 du Code de la commande publique :

- les études de diagnostic (DIAG) ;
- les études d'avant-projet (AVP) ;
- le dossier de consultation des entreprises (DCE) ;
- l'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des marchés publics de travaux (ACT) y compris la fourniture des quantitatifs détaillés pour l'ensemble des lots, nécessaires à la consultation des entreprises ;
- le visa des études d'exécution (VISA) ;
- la direction de l'exécution des marchés publics de travaux (DET) ;
- l'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR) ;
- les études de projet (PRO).

Les missions complémentaires comprennent :

- l'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier (OPC) tel que défini à l'article R.2431-17 du Code de la commande publique ;
- la coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (SSI).

2.2. Contrôleur technique

La mission de contrôle technique définie par le décret n° 99-443 du 28 mai 1999, portant approbation du cahier des clauses techniques générales relatif aux marchés de contrôle technique, est assurée par la société :

Nom	Établissements	Coordonnées
Qualiconsult	Siège	1bis rue du Petit Clamart Bâtiment E 78941 Velizy Villacoubay
	Agence	Qualiconsult 5 B RUE CLAUDE CHAPPE 69370 SAINT-DIDIER-AU-MONT-D'OR Siret :403 200 256 01075 Mail :lyon.qc@qualiconsult.fr

Les missions de contrôle technique définies pour cette opération sont les suivantes :

- La mission de base de base : L + S portant sur la solidité des ouvrages et la sécurité des personnes.

2.3. Coordinateur de sécurité et de protection de la santé

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, portant sur la sécurité, la protection, et la santé des travailleurs, et de ses textes d'application dont le Code du travail.

L'opération est classée en 3^e catégorie.

La mission de coordination SPS est assurée par la société :

Nom	Établissements	Coordonnées
APAVE Infrastructures et Construction France	Siège	Apave Infrastructures et Construction France 6 rue Général Audran 92400 Courbevoie Siret : 903 869 071 00014
	Agence	Apave Infrastructures et Construction France Agence I&C Grand Lyon 5, Rue Alice Guy Blaché 69800 SAINT-PRIEST

3. Documents contractuels

3.1. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux du 30 mars 2021, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- 1) l'acte d'engagement (ATTRI1) et l'annexe financière (DPGF) de chaque lot ;
- 2) les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
- 3) le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- 4) le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque lot, assorti des plans et documents spécifiques ;
- 5) le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS), en cours de rédaction ;
- 6) le rapport initial de contrôle technique (RICT), en cours de rédaction ;
- 7) le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux ;
- 8) le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- 9) le rapport de repérage amiante avant travaux et autres rapports ;
- 10) l'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction entre deux ou plusieurs plans, les plans dressés à la plus grande échelle auront la priorité.

Les spécifications non portées aux CCTP mais inscrites sur les plans ont même valeur que celles des CCTP.

En cas de contradiction entre les pièces écrites et plans, il appartient au maître d'œuvre de fixer les prestations à exécuter, conformément au marché (CCTP ou plan) sans que cela ouvre droit à une rémunération complémentaire.

3.2. Modification du marché

Toutes les modifications qui pourraient être apportées au marché font l'objet d'un avenant.

3.3. Forme des notifications

L'acheteur notifie au titulaire les décisions sur Place, permettant ainsi d'attester la date de réception.

4. Modalités d'exécution financière

4.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur mandataire, à ses cocontractants et à ses sous-traitants, le cas échéant.

4.2. Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages

Les ouvrages faisant l'objet du marché sont réglés à prix global et forfaitaire.

Ce prix du marché est réputé comprendre toutes les prescriptions, phases successives, garanties, sujétions, et obligations à prendre en compte pour parvenir à une livraison des ouvrages conforme au marché, à la réglementation, aux règles de l'art.

Le titulaire ne peut, de ce fait, demander aucune augmentation ou indemnité supplémentaire sur le prix du marché.

Le prix du marché comprend ainsi toutes les dépenses nécessaires pour l'exécution des prestations et travaux décrits dans le CCAP, le CCTP et dans tous les documents constituant le marché.

La décomposition du prix global et forfaitaire ne sera considérée comme document contractuel que pour les prix servant à déterminer :

- le montant des éventuelles modifications demandées dans les conditions prévues au présent contrat ;
- les décomptes mensuels, ainsi établis en fonction de la décomposition financière figurant à l'acte d'engagement et compte tenu de l'avancement réel des prestations ;
- le montant des réfections.

La décomposition du prix ne saurait remettre en cause, en aucune manière, le caractère global et forfaitaire du prix et, par suite, l'obligation du titulaire d'exécuter les prestations, indépendamment du volume ou de l'étendue des travaux et fournitures devant concourir à la parfaite réalisation de l'ouvrage, tel que défini au présent contrat.

Le prix du marché est hors TVA et est réputé établi :

- en tenant compte de l'ensemble des documents techniques et de la participation à la synthèse des études ;
- en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents marchés ;
- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels ci-dessous, lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités et les durées limites ci-après :

Nature du phénomène	Intensités limites	Durées limites
Neige	200 mm en 24 heures	5 jours consécutifs
Gel	Moins 10°	5 jours consécutifs
Vent	72 km / heure	5 jours consécutifs
Pluie	100 mm / 24 heures	5 jours consécutifs

- en tenant compte des sujétions dues aux travaux exécutés par les compagnies concessionnaires et services publics, ainsi que celles des divers organismes de sécurité, de vérification et de contrôle technique ;
- en tenant compte des dégradations causées aux voies publiques qui seront à la charge de l'entreprise responsable par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux ;
- en tenant compte des dépenses communes de chantier visées par l'article 9.1.2 du CCAG Travaux réparties selon les stipulations du CCTP prescriptions communes et au PGCSPS ;
- en tenant compte des dépenses afférentes à l'intégration des dispositions légales et réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé.

4.3. Travaux modificatifs

En complément de l'article 13 du CCAG Travaux, il est précisé qu'au cours de l'exécution des travaux et sur l'initiative du maître d'œuvre, des fiches de travaux modificatifs peuvent être émises par celui-ci.

Elles définiront :

- le fait générateur des travaux non prévus ;
- les fondements réglementaires et contractuels de la modification en cours d'exécution ;
- l'identification du demandeur (maître d'œuvre, maître d'ouvrage, contrôleur technique, utilisateurs...) ;
- le caractère indispensable des travaux, et urgent ou non urgent ;
- la consistance des travaux non prévus avec la limite des prestations de chaque entreprise ;
- le montant des modifications envisagées ;
- toutes informations complémentaires utiles ;
- la définition des travaux non prévus et une évaluation fondée sur les principes énoncés à l'article 4.7 du CCAP.

L'entreprise intéressée doit fournir dans le délai de 8 jours à compter de la demande du maître d'œuvre, un devis forfaitaire des travaux, celui-ci étant fondé sur les principes énoncés à l'article 4.7 du CCAP. Il est précisé que, si le prix des prestations nécessaires sont inscrits à la DPGF, le maître d'œuvre fixe le prix provisoire sur cette base.

En complément de l'article 13.5 du CCAG Travaux, le devis remis par l'entreprise et accepté par le maître d'ouvrage vaut état supplémentaire de prix forfaitaires.

À l'issue de cette phase, l'ordre de service d'exécuter les travaux modificatifs est délivré dans les conditions prévues à l'article 13 du CCAG Travaux.

4.4. Exécution complémentaire

En application de l'article 14 du CCAG Travaux, lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, le titulaire poursuit les travaux dans la limite d'une augmentation de 5 % du montant contractuel des travaux, à défaut de décision de les arrêter notifiée par le titulaire.

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux, au-delà de cette limite, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée à la conclusion d'une décision de poursuivre par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Sauf en cas de sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties, cette décision de poursuivre ne peut bouleverser l'économie du marché ni en changer l'objet.

4.5. Prestations similaires

Il est précisé que, pour la réalisation de prestations similaires, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

4.6. Règlement des acomptes et du solde

a) Modalités de règlement des acomptes

Les projets de décomptes sont présentés conformément au modèle qui est remis à l'entrepreneur lors de la notification du marché.

Les modalités du règlement des acomptes du marché sont les suivantes :

- les acomptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions prévues à l'article 10.2 du CCAG Travaux ;
- les travaux sont constatés et réglés selon leur état d'avancement.

Si le représentant du pouvoir adjudicateur ne notifie pas au titulaire le décompte général dans les délais stipulés à l'article 12.4.4. du CCAG Travaux, le titulaire notifie au représentant du pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, si, dans le ce délai de dix jours à compter de la réception dudit projet, le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas notifié au titulaire le décompte général, ce projet ne devient pas définitif. Le titulaire doit donc lui adresser une mise en demeure d'y procéder.

Le règlement du solde des travaux ne peut être mis en paiement si les éléments nécessaires à la réalisation du DIUO et le DOE n'ont pas été fournis.

b) Règlement des travaux non prévus

Le règlement des travaux ou fournitures non compris dans le prix forfaitaire global, et qui sont définis par des fiches de travaux modificatifs, est opéré de la manière suivante :

- Le prix des ouvrages non prévus dans le marché, mais de même nature que ceux figurant dans la décomposition de prix visée à l'article 3 du présent CCAP, est calculé en utilisant les prix d'unité de cette décomposition. Le coût de ces ouvrages est révisé à la date d'exécution des travaux et dans les mêmes conditions que les travaux prévus au marché (art. 4.7 ci-après).
- Prix débattus : dans l'hypothèse où les prix des ouvrages supplémentaires non prévus ne pourraient être assimilés à ceux des ouvrages figurant dans la décomposition de prix, ces prix seraient librement débattus entre les parties.

Ces prix ne sont ni actualisables ni révisables.

4.7. Les prix

a) Forme des prix

Les prix sont fermes et définitifs.

b) Application de la TVA

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces d'ordonnancement.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

4.8. Paiement des sous-traitants

a) Désignation des sous-traitants en cours de marché

L'acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément de ses conditions de paiement sont subordonnés à la production d'un acte spécial, comprenant les mentions prévues par la réglementation en vigueur.

À droit au paiement direct, tout sous-traitant dont le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du pouvoir adjudicateur.

Les dispositions de l'article 3.6.2 du CCAG Travaux sont applicables.

b) Modalités de paiement direct

Le paiement direct du sous-traitant s'effectue en application des dispositions réglementaires en vigueur.

Le cas échéant, le paiement du sous-traitant indirect intervient selon les modalités fixées aux articles 3.6.2.4 et suivants du CCAG Travaux :

- soit directement par le maître d'ouvrage après signature par le pouvoir adjudicateur d'une délégation de paiement ;
- soit par l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect (le sous-traitant de premier rang) après réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire de celui-ci.

Les dispositions de l'article 283-2 nonies du Code général des impôts relatives au régime d'auto-liquidation de la TVA dans le secteur du bâtiment et des travaux publics s'appliquent au présent contrat.

Ainsi la TVA due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant est acquittée par le donneur d'ordre assujetti à la TVA.

Le sous-traitant déclare uniquement le montant hors taxe des prestations exécutées.

Le titulaire du marché doit attester du contrat passé avec son sous-traitant et de la nature des prestations sous-traitées justifiant l'auto-liquidation dans l'acte spécial de sous-traitance (DC4 ou équivalent).

Les demandes de paiement transmises par le titulaire doivent revêtir la mention « Auto-liquidation » pour justifier de l'absence de collecte de la TVA par le sous-traitant.

4.9. Délai de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement des sommes dues tant au titulaire qu'à ses sous-traitants est de 30 jours.

Ce délai ne peut être suspendu qu'une seule fois et par envoi au titulaire, huit jours avant l'expiration du délai d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception postale, lui faisant connaître les raisons qui s'opposent au paiement, de son fait ou de celui du sous-traitant concerné et précisant les pièces à fournir ou à compléter.

Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement.

Le paiement est réputé effectué à la date de virement par le comptable public.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, l'entreprise a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

4.10. Changement affectant l'opérateur économique

Durant la période de validité du marché, le prestataire est tenu de communiquer au représentant du pouvoir adjudicateur tout acte modifiant ou complétant les statuts de sa société.

S'il néglige de se conformer à cette obligation, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le pouvoir adjudicateur n'aurait pas été informé.

a) Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le représentant du pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

b) Changement de cocontractant en cours d'exécution du présent marché

Le titulaire doit informer le représentant du pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

4.11. Cession ou nantissement

Le nantissement du marché ou la cession de créances peuvent intervenir selon les modalités exposées aux articles R.2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

5. Délais d'exécution

5.1. Délais d'exécution des travaux

a) Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai global d'exécution est fixé à l'article B5 de l'acte d'engagement.

Il inclut la période de préparation du chantier, les jours de congés et d'intempéries.

Les délais d'exécution propres à chacun des marchés s'insèrent dans ce délai global.

Chaque intervention de l'entrepreneur sur le chantier fait l'objet d'un délai particulier.

Le délai global d'exécution part à compter de l'ordre de service de démarrage de l'opération qui est notifié à chaque titulaire des marchés. Cet ordre de service précise la date de démarrage de la période de préparation de chantier et le délai d'exécution des travaux.

b) Calendrier détaillé des travaux, des études et de remise de documents

Les calendriers détaillés des travaux, des études et de remise des documents sont élaborés par le maître d'œuvre après consultation des entrepreneurs titulaires des différents lots.

Les calendriers détaillés distinguent les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux.

Ils indiquent en outre, pour chacun des marchés :

- la durée et la date probable des départs des délais d'exécution et de démarrage des travaux ;
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier.

Au cours du chantier et après consultation des différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre ou le pilote peut modifier le calendrier détaillé des études ou le calendrier détaillé d'exécution ou de remise des documents dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des marchés fixé à l'article B5 de l'acte d'engagement.

Ces modifications tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2 du CCAG Travaux.

Le calendrier initial, éventuellement modifié comme indiqué, est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs.

5.2. Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 10 jours.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-dessous sera constaté et dépassera les intensités et durées limites ci-après, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux :

Nature du phénomène	Intensités limites	Durées limites
Neige	200 mm en 24 heures	5 jours consécutifs
Gel	Moins 10°	5 jours consécutifs
Vent	72 km / heure	5 jours consécutifs
Pluie	100 mm / 24 heures	5 jours consécutifs

a) Absence de suivi des observations du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

En cas d'absence de suivi des observations du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé portées sur le registre journal, les compte-rendus et ou les courriers adressés aux intervenants, il est appliqué une pénalité de 200 euros par jour calendaire de retard et par objet.

Pénalités	
Montant de la pénalité pour absence de suivi des observations du CSPS	200 € TTC par jour calendaire

5.3. Pénalités pour retard – Primes d’avance

a) Retard dans l’exécution des travaux

Du simple fait de la constatation d’un retard par le maître d’œuvre, l’entrepreneur encourt la retenue journalière provisoire indiquée ci-après, par dérogation à l’article 19.2 du CCAG Travaux.

Cette retenue sera appliquée en cas de retard en cours d’exécution des travaux constaté par référence au calendrier détaillé d’exécution élaboré pendant la période de préparation de chantier et éventuellement modifié comme indiqué à l’article 5.2 du CCAP. Cette provision est constituée à partir du premier retard constaté et jusqu’à extinction éventuelle de ce retard.

Cette retenue peut être transformée en pénalité définitive si l’une des deux situations suivantes est constatée :

- l’entrepreneur n’a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d’exécution propre à son marché ;
- l’entrepreneur, bien qu’ayant terminé ses travaux dans ce délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des travaux relatifs aux autres marchés.

Par dérogation à l’article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues, peu importe leur montant.

Pénalités	
Montant de la retenue journalière provisoire	100 € TTC par jour calendaire
Montant de la pénalité journalière	100 € TTC par jour calendaire

b) Retard dans la remise des documents

En cas de retard dans la remise des documents (notamment plans, notice de calcul, procès-verbaux d'essais, documents à fournir au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé), d'échantillons ou dans l'exécution du bureau de chantier par rapport à la date prévue au calendrier correspondant, il est appliqué une pénalité de 100 euros par jour calendaire de retard et par objet, déductible des décomptes mensuels du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre, ou le pilote, sans mise en demeure préalable en application de l'article 19.3 du CCAG Travaux, et indépendamment des pénalités encourues pour retard de travaux qui pourraient en résulter.

Pénalités	
Montant de la pénalité pour retard dans la remise des documents	100 € TTC par jour calendaire

Lorsque l'entreprise est à l'origine du retard apporté à l'élaboration des documents demandés par le maître d'œuvre au titre du projet (non-participation aux réunions, non remise de documents ou de renseignements) et, si les mesures coercitives prévues au présent CCAP et CCAG Travaux ne permettent pas d'y remédier, le maître d'œuvre pourra être amené à se substituer à l'entreprise. Dans ce cas, les frais engendrés par cette situation seront mis, par le maître d'ouvrage, à la charge de l'entreprise défaillante.

c) Prime d'avance

Il n'est pas prévu de prime pour avance.

5.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux – Gestion des déchets de chantier

À la fin des travaux, dans le cadre du délai d'exécution, l'entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, ainsi qu'à l'enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi.

En cas de retard, l'entrepreneur encourt une pénalité de 100 euros par jour calendaire de retard.

Pénalités	
Montant de la pénalité pour retard dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, ainsi qu'à l'enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi	100 € TTC par jour calendaire

5.5. Délais et retenues pour remise des documents

a) Délai de remise des documents par les entreprises

Chaque entreprise devra remettre au maître d'œuvre les plans conformes aux ouvrages exécutés, les plans de récolement et les documents figurant aux CCTP.

Le dossier des ouvrages exécutés (DOE) sera remis de manière dématérialisée. Néanmoins deux exemplaires sur support papier seront remis au maître d'ouvrage. Le « DOE numérique » comportera les mêmes informations que le « DOE sur support papier ».

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, les documents nécessaires à la constitution du DIUO devront être fournis au maximum 15 jours avant la date prévisible de l'achèvement des travaux.

b) Conformité des documents remis par les entreprises

Dans tous les cas, l'entrepreneur devra s'assurer que les documents remis après exécution sont bien conformes, il devra reporter sur les plans toutes les éventuelles modifications en cours d'opération.

Si l'entrepreneur est chargé de la fourniture des études d'exécution, il devra apporter sur les documents à remettre la mention « conforme à l'exécution » et également corriger les CCTP correspondants.

c) Retenues pour non remise de documents

En cas de non-respect des délais prévus à l'article 5.5.a du CCAP, des retenues seront opérées sur les sommes dues à l'entreprise.

Le montant de ces retenues figure à l'article 5.3.b du présent CCAP.

L'absence d'un seul document donnera lieu à l'application de la retenue.

En cas de non remise définitive des documents (DOE, DIUO), il sera fait application des pénalités prévues à l'article 5.3.b du présent CCAP.

d) Production des documents et réception

Selon les délais fixés à l'article 5.5.a du CCAP, le maître de l'ouvrage doit disposer des documents constitutifs des DOE tels que fixés aux marchés et du DIUO lors de la réception.

Tout document manquant au moment des opérations préalables à la réception (OPR), sera considéré comme une prestation non exécutée et de ce fait fera l'objet d'une réserve au procès-verbal.

6. Clauses financières et de sûreté

6.1. Avance

Une avance, telle que prévue aux articles R.2191-2 et suivants du Code de la commande publique, est accordée au titulaire, lorsque le montant des prestations dont il est chargé est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, sauf si le titulaire renonce au versement de l'avance dans l'acte d'engagement.

Le taux de l'avance est établi à 20 %.

Ce taux s'applique au montant initial toutes taxes comprises du marché.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13, le taux de l'avance est porté à 30 %, conformément à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique.

Ce montant ne peut être ni révisé, ni actualisé.

L'avance est versée après notification du marché. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Conformément à l'article R.2191-11 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché, atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées, à hauteur de l'acompte présenté, sans proratisation.

6.2. Avance aux sous-traitants

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct, dès lors que sont remplies les conditions mentionnées aux articles R.2193-17, R.2193-18 et R.2193-19 du Code de la commande publique.

L'assiette servant de base au calcul de l'avance pouvant être accordée au sous-traitant est le montant sous-traité mentionné dans le marché ou dans l'acte spécial, en application de l'article R.2193-19 du Code de la commande publique.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par l'acheteur.

Le maître d'œuvre transmet immédiatement au maître d'ouvrage la demande de versement émise par le sous-traitant. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant dans les mêmes conditions que celles qui s'appliquent au titulaire, conformément à l'article R.2193-20 du Code de la commande publique.

6.3. Retenue de garantie

En application de l'article R.2193-33 du Code de la commande publique, il est institué une retenue de garantie fixée à 5 % du montant du marché.

Pour les petites et moyennes entreprises mentionnée à l'article R.2151-13, ce taux est fixé à 3 %.

La retenue de garantie est prélevée par fractions sur les acomptes, les règlements partiels définitifs et le solde.

Conformément à l'article R.2193-35 du Code de la commande publique, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours après la date de leur levée.

6.4. Résiliation du marché aux torts du titulaire

Outre les dispositions prévues au CCAG relatives à la résiliation du marché, le marché pourra être résilié aux frais et risques du déclarant par décision du pouvoir adjudicateur en cas d'inexactitude des renseignements prévus par les dispositions du Code de la commande publique.

Ce marché pourra être suivi après résiliation d'un autre marché. Les excédents de dépenses éventuels seront prélevés sur les sommes pouvant être dues au déclarant, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

6.5. Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque le marché est résilié pour un motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation fixée à 5 % du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

7. Provenance – Qualité – Contrôle et prise en charge des matériaux et produits

7.1. Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

7.2. Caractéristiques – Qualité – Vérifications – Essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG Travaux ou du CCTG concernant les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur, ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité et la surveillance sont assurées par le maître d'œuvre. Le CCTP précise les essais qui sont à la charge de l'entrepreneur.

Les dispositions de l'article 24.4 du CCAG Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais, sauf pour les vérifications à effectuer par le contrôleur technique et mises contractuellement à la charge de ce dernier.

7.3. Essais et vérifications supplémentaires

Le maître d'œuvre peut décider, après accord du maître d'ouvrage, de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché.

S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application du prix indiqué à la DPGF dans le cadre de l'article 4.7 du présent CCAP.

S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

7.4. Appareils de mesure

Le titulaire fait son affaire des appareils de mesures, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Ces appareils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement en permanence et faire l'objet, au minimum une fois par an, d'une vérification et d'un étalonnage par une entreprise spécialisée qui, à l'issue de son intervention, délivre un certificat d'étalonnage au titulaire.

Les rapports techniques émis par le titulaire comportent obligatoirement les références des appareils de mesure utilisés et pour chacun d'eux, la date du dernier étalonnage.

8. Préparation, coordination et exécution des travaux

8.1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, sa durée est de trois mois à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage de l'opération.

Cette période de préparation est comprise dans le délai d'exécution des travaux.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après à la diligence de l'entrepreneur :

- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG Travaux ;
- établissement d'un PPSPS soumis au visa du coordonnateur SPS après l'inspection commune organisée par celui-ci. Cette inspection est obligatoire pour chaque entrepreneur, co-traitant, sous-traitant ;
- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre, le cas échéant selon les lots, des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG Travaux et à l'article 8.3 du CCAP ;
- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du calendrier détaillé d'exécution des travaux signé du titulaire du marché ;
- présentation des échantillons demandés à l'article 8.4 du CCAP.

8.2. Coordination, pilotage des travaux et réunions de chantier

a) Réunions de chantier

Elles ont lieu une fois par semaine aux jours et heures fixés par le maître d'œuvre avec le maître de l'ouvrage.

Toute absence ou retard d'un représentant qualifié de l'entreprise à une réunion de chantier à laquelle il aura été dûment convoqué sera pénalisable. Les pénalités seront de 200 euros pour absence et de 100 euros pour retard.

Est considérée comme absence la représentation de l'entreprise par des personnes non qualifiées.

La liste des personnes devant représenter l'entreprise est soumise au maître d'œuvre, pendant la période de préparation pour agrément.

Le montant des pénalités pour absence ou retard sera déduit du décompte, sans notification préalable, sur simple constat du maître d'œuvre.

Pénalités	
Montant de la pénalité pour absence à une réunion de chantier	200 € TTC par réunion
Montant de la pénalité pour retard à une réunion de chantier	100 € TTC par retard

b) Registre de chantier

Il est tenu un registre de chantier sur lequel sont enregistrés :

- tous les documents émis ou reçus par le maître d'œuvre et notamment les procès-verbaux des réunions de chantier, mention explicite étant faite des personnes qualifiées présentes, sur lequel le maître d'œuvre, inscrit toutes les instructions ou observations ne faisant pas, de sa part, l'objet de notifications écrites par une voie différente ;
- les incidents de chantier ;
- les dates et heures de ses visites inopinées sur le chantier et les observations auxquelles elles donnent lieu.

Les entreprises sont tenues, à chaque rendez-vous de chantier, de prendre connaissance des inscriptions portées sur ledit cahier.

Les instructions portées par le maître d'œuvre ou son représentant sur le cahier de chantier valent ordre pour l'entrepreneur intéressé. Toutefois, en ce qui concerne la commande des travaux supplémentaires ou modificatifs, ces ordres devront faire l'objet de confirmation par ordre de service.

La bonne conservation du cahier et sa mise à disposition incombent au titulaire du marché.

8.3. Plans d'exécution – Notes de calculs – Études de détails

Les plans d'exécution, notes de calculs et études de détails des ouvrages sont établis par les entreprises et visés par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre, en collaboration avec l'entrepreneur, établit, en fonction du « calendrier d'exécution », la planification de la fourniture de ces différents documents, ou précise lors des réunions (confirmées par voie de comptes rendus), les dates de remise de documents.

8.4. Échantillons

Conformément à l'article 24-5 du CCAG Travaux, l'entrepreneur est tenu de fournir dans les 20 jours à dater de la diffusion de la liste d'échantillons établie par le maître d'œuvre, tous les échantillons d'appareillage.

Ils seront entreposés dans le local fixé par le maître d'œuvre.

Aucune commande de matériel pour l'ouvrage définitif ne peut être passée avant accord du maître d'œuvre, consigné par voie de compte rendu, sur les échantillons présentés.

8.5. Visa des documents remis par l'entrepreneur

Les documents mentionnés à l'article 8.3 du CCAP doivent être visés sans observation par le maître d'œuvre, deux semaines avant toute exécution des travaux.

Les mentions qui peuvent être portées sur les documents ont la signification suivante :

Refuse	Document non conforme, à présenter à nouveau au visa du maître d'œuvre.
Visé avec réserves	Document à corriger, conformément aux indications du maître d'œuvre, et à lui représenter pour visa. La poursuite de l'étude ou l'exécution des parties d'ouvrages qui ne font pas l'objet de réserves peut être autorisé par le maître d'œuvre.
Visé avec observations	Le document peut être diffusé après corrections conformes aux observations du maître d'œuvre. La poursuite de l'étude ou l'exécution des ouvrages correspondants est alors autorisée.
Visé sans observation	La poursuite de l'étude ou la réalisation des ouvrages concernés est autorisée.

8.6. Organisation - Hygiène et sécurité des chantiers

a) Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Outre le respect des principes généraux de prévention définis par la loi du 31 décembre 1993 et ses textes d'application, le titulaire s'engage à :

- désigner un interlocuteur au coordonnateur SPS ;
- informer le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et, à lui indiquer leur objet ;
- donner suite pendant la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage ;
- viser à la demande du coordonnateur SPS, toutes les observations consignées au registre journal ;
- accompagner le coordonnateur SPS sur le site lors de la visite préalable à la rédaction des PPSPS.

b) Sous-traitance

Pour pouvoir intervenir sur le chantier, le sous-traitant déclaré doit faire parvenir au coordonnateur SPS un plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

c) Contrôle d'accès

Les dispositions du CCTP sont applicables.

d) Installations de chantier

Les dispositions du CCTP sont applicables.

e) Signalisation du chantier

Les dispositions du CCTP sont applicables.

f) Dépose et élimination des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets est effectuée par le titulaire en application des dispositions de l'article 36 du CCAG Travaux. Le titulaire assure, aux fins de contrôle et de suivi, la traçabilité des déchets.

Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage ainsi que les déchets liés à l'exécution des travaux sont précisées dans le CCTP.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations et dans les conditions fixées à l'article 37.2 du CCAG Travaux, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

Les déchets dangereux et les déchets contenant de l'amiante font l'objet d'une traçabilité spécifique sur Trackdéchets jusqu'à leur élimination finale, conformément à l'arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R.541-45 du Code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante.

9. Réception des travaux

9.1. Opération préalable à la réception

Le titulaire avise par écrit, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés.

Le titulaire est alors convoqué aux opérations préalables à la réception (OPR) des travaux dans un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date de réception de l'avis mentionné ci-dessus ou de la date indiquée dans l'avis d'achèvement des travaux, si celle-ci est postérieure.

À défaut d'une telle convocation, et par dérogation aux dispositions de l'article 41.1 du CCAG Travaux, les opérations préalables à la réception et la réception seront réalisées judiciairement.

Les opérations préalables à la réception comportent, en tant que de besoin :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves et/ou essais éventuellement prévus par le contrat ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des travaux prévus au contrat ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leurs garanties ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou de malfaçons ;
- les éventuelles réserves émises par le contrôleur technique ;
- les éventuelles réserves émises par le maître d'œuvre ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et lieux en général après les OPR ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux ;
- par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE) conforme aux travaux réalisés.

9.2. Réception

La procédure de réception se déroule comme stipulé à l'article 41 du CCAG Travaux.

9.3. Documents fournis après exécution

Les plans et autres documents à remettre par l'entrepreneur au maître de l'ouvrage dans les délais prévus à l'article 5.5.a du présent CCAP sont présentés en deux exemplaires sur support papier et remis par voie dématérialisée.

Ces documents doivent être obligatoirement rédigés en langue française.

9.4. Parfait achèvement

Le maître d'œuvre procède à une visite de parfait achèvement à l'expiration du délai de garantie contractuelle ; l'entrepreneur ayant été également convoqué.

En cas d'absence de l'entrepreneur à ces opérations, il en est fait mention au procès-verbal et ce procès-verbal lui est alors notifié.

En complément de l'article 44.2 du CCAG Travaux, il est précisé, qu'à l'expiration du délai de garantie, si le titulaire n'a pas remédié aux imperfections, malfaçons et aux absences d'exécution notées en réserves ou procédé aux reprises énoncées, le délai de garantie en cause peut être prolongé par décision du maître d'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des prestations, que celles-ci soient assurées par le titulaire ou qu'elles le soient d'office, conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG Travaux.

9.5. Assurances

a) Obligations d'assurance à la notification du marché

Conformément à l'article 8 du CCAG Travaux, le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire :

- d'une assurance de responsabilité civile garantissant les tiers et le maître d'ouvrage pour tous dommages corporels, matériels ou immatériels survenant tant au cours qu'après réception des travaux ;
- d'une assurance garantissant les tiers des accidents ou des dommages causés par l'exécution des travaux ;
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 1792-4-1 du Code civil au moyen d'une attestation qui devra au moins indiquer de façon non équivoque les activités garanties, le montant de ces garanties, la période de validité de l'attestation et la procédure de mise à jour des primes.

Sur demande du maître de l'ouvrage, il devra en outre fournir dans les plus brefs délais, copie du ou des contrats d'assurances afférents.

En cas de non-respect de ces dispositions, le maître d'ouvrage pourra résilier le marché correspondant aux frais et risques du titulaire.

En complément de l'article 8 du CCAG Travaux, il est indiqué que les sous-traitants doivent également justifier d'une assurance garantissant leur responsabilité à l'égard des tiers.

b) Obligation d'assurance à la réception des travaux

Au moment de la réception, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent produire une nouvelle attestation établissant qu'ils sont couverts.

10. Contentieux

À défaut de conciliation acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

Le tribunal compétent est :

Tribunal administratif de Montreuil

7 rue Catherine Puig

93100 Montreuil-sous-Bois

E-mail: greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Téléphone: 01 49 20 20 00 / Fax: 01 49 20 20 99

Adresse internet : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr/>

11. Dérogations aux documents généraux

Article du présent CCAP	Déroge à l'article
Article 3.1 Pièces constitutives du marché	Article 4.1 du CCAG Travaux
Article 4.2 Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages	Article 34.1 du CCAG Travaux
Article 4.4 Exécution complémentaire	Article 14.4.3 du CCAG Travaux
Article 4.6 Règlement des acomptes et du solde	Article 12.4.4 du CCAG Travaux
Article 5.3 Pénalités pour retard – Primes d'avance	Article 19.2 du CCAG Travaux
Article 5.5.a Délai de remise des documents par les entreprises	Article 40 du CCAG Travaux
Article 8.1 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux	Article 28.1 du CCAG Travaux
Article 9.1 Opération préalable à la réception	Article 41.1 du CCAG Travaux